



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Journée de la Tolérance

Construire une République inclusive et solidaire au Togo

Le 16 novembre marque la Journée Internationale pour la Tolérance, instaurée par l'ONU en 1996 pour promouvoir la paix et l'éducation à la tolérance. ... • (Page 05)

COP29

« Un pas important » selon Biden, « pas à la hauteur » pour la France

La conférence des Nations Unies sur le climat s'est conclue dans la nuit en laissant « une montagne de travail à ... • (Page 08)

Politique commerciale régionale

• (Page 03)

A Lomé, l'UEMOA expose les opportunités de la ZLECAF



Forum Ambition Africa 2024 à Paris

• (Page 04)

L'engagement du Togo pour former les futurs leaders

BCEAO / COFEB

Remise des certificats du programme CEMSTRAT 1

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB), centre de formation et de recherche de ... • (Page 02)

Millennium Challenge Corporation

Le Togo confirme son éligibilité au programme Compact

Le Togo vient de valider 16 indicateurs sur 20 pour le programme Compact du Millennium Challenge Corporation (MCC) des États-Unis, ... • (Pages 04)

COP29

L'Afrique juge « inacceptables » les 250 milliards \$ proposés

Bien qu'elle représente 2 fois et demie l'engagement de 100 milliards \$ par an sur la période 2020-2025 pris par les pays riches, l'enveloppe ... • (Page 06)

Togo

Le PROFIT pour la promotion des filières horticoles

Au Togo, le Projet de Promotion des Filières Horticoles au Togo (PROFIT) officiellement lancé cette semaine dans la localité de Kpalimé, entend promouvoir ... • (Page 11)



FIBREZ SANS FRAIS
ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000~~ **0 FCFA**
CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ
8866 www.canalbox.tg
*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

BCEAO / COFEB

Remise des certificats du programme CEMSTRAT 1

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB), centre de formation et de recherche de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et HEC Paris ont organisé la cérémonie de remise des certificats aux 26 participants de l'édition 2024 du « Certificat Executive Management Stratégique Bancaire, niveau-1 » (CEMSTRAT 1).

• Wilson Lawson

Cet événement marque une étape clé dans l'accompagnement des cadres bancaires de l'UEMOA vers l'excellence managériale et stratégique. Les participants, issus de banques et d'établissements financiers de 4 pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal) et de la République de Guinée, ont suivi avec assiduité ce parcours intensif, animé par une équipe de professeurs et d'experts d'HEC Paris sur une période de 7 mois allant du 15 mai au 15 novembre 2024. Les thématiques abordées incluent l'art du leadership, la finance, la gestion du changement, la stratégie digitale, la cybersécurité, la blockchain, l'économie bancaire de demain et l'art oratoire, structurées dans un programme hybride, d'abord en ligne puis en présentiel pour les deux derniers modules et la soutenance des travaux collectifs. « Ce certificat a pour vocation de permettre aux participants de développer des compétences managériales essentielles, de renforcer leur leadership et de cultiver la posture nécessaire pour mobiliser les équipes autour des objectifs stratégiques de l'entreprise », a précisé Christine Castan, Directrice académique du programme. Ce programme s'adresse aux cadres dirigeants opérationnels et directeurs de départements des institutions financières privées et des administrations



publiques, renforçant ainsi les capacités des acteurs clés du secteur bancaire et financier. S'inscrivant dans une démarche systémique d'accompagnement de la BCEAO, ce parcours est conçu pour répondre aux enjeux d'un secteur en constante évolution. Un second programme, le « CEMSTRAT 2 », complète l'offre de formation de la BCEAO et d'HEC Paris. Destiné aux dirigeants de haut niveau, il vise à renforcer leur expertise stratégique pour mieux faire face aux défis de l'économie digitale et à ses implications juridiques, économiques et géopolitiques. La cérémonie s'est tenue au Siège de la BCEAO à Dakar à l'issue des soutenances, en présence de Monsieur Mahaman Tahir HAMANI, Directeur Général du COFEB, et de Madame Armelle Dufour, Directrice des Programmes Stratégiques Internationaux d'HEC Paris. Depuis 2013, plusieurs centaines de dirigeants ont bénéficié de ces programmes certifiants en management général, en gestion des ressources humaines, en stratégie bancaire et en transformation digitale (CEMGAB, CEMRH, CEMSTRAT, CEB2D),

témoignant de la réussite du partenariat entre le COFEB et HEC Paris. Créée en 1881, HEC Paris est une Business School leader en Europe dont l'ambition est d'avoir un impact positif sur le business et la société grâce à sa triple approche « Think, Teach, Act », pour contribuer à un monde plus inclusif, plus durable et plus prospère. Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB) est le Centre de formation de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Il a été créé le 5 août 1977. Plus récemment, le 4 novembre 2019, le COFEB a connu une transformation institutionnelle qui a élargi sa mission de formation à la recherche scientifique et aux actions de partenariat. A ce titre, le COFEB réalise des études et conduit des réflexions prospectives et stratégiques sur de nombreux sujets d'intérêt pour la BCEAO, pour les États membres de l'UEMOA et pour l'écosystème bancaire et financier. Cette transformation institutionnelle traduit l'ambition des Autorités de la BCEAO d'en faire un outil de formation bancaire de référence sur l'échiquier africain et mondial.

AUX DECIDEURS ...

UEMOA - ZLECAF, un nouvel élan économique

L'intégration économique africaine, longtemps perçue comme un rêve ambitieux, semble aujourd'hui entrer dans une phase décisive avec l'impulsion de mécanismes régionaux et continentaux tels que l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). La récente journée d'information organisée à Lomé nous rappelle que cette ambition, loin d'être une utopie, repose sur des fondations solides et un potentiel immense.

Avec un marché unique en gestation, regroupant plus de 1,3 milliard de consommateurs, la ZLECAF promet une transformation radicale du paysage économique africain. Pour les pays de l'UEMOA, cette initiative n'est pas simplement une opportunité commerciale, mais un impératif stratégique. Les faibles échanges intra-africains, plafonnés à 13,1% en 2022, illustrent les barrières qui continuent de freiner le commerce régional. Ces obstacles, qu'ils soient d'ordre logistique, tarifaire ou institutionnel, ne pourront être levés que par une volonté politique forte et des réformes structurelles audacieuses.

Le Togo, grâce à son engagement et à la mobilisation de ses acteurs économiques, semble prêt à relever le défi. Mais au-delà des discours et des intentions, il est crucial de mettre en œuvre des actions concrètes : modernisation des infrastructures, renforcement des capacités de production et amélioration des cadres réglementaires. Il ne s'agit pas seulement de répondre aux exigences de la ZLECAF, mais de transformer ces défis en opportunités pour bâtir une économie compétitive, résiliente et inclusive.

Ce processus d'intégration n'est pas sans risque. La compétition accrue entre les économies africaines, le déséquilibre des capacités industrielles et les disparités dans la mise en œuvre des politiques commerciales pourraient créer des tensions. Mais l'Afrique n'a jamais eu autant d'outils et de leviers pour surmonter ces obstacles. L'heure n'est plus aux hésitations, mais à l'action collective.

La ZLECAF et l'UEMOA incarnent une vision audacieuse de l'avenir économique du continent. Il appartient désormais aux États, aux institutions et aux acteurs économiques de concrétiser cette vision. Si les défis sont nombreux, l'opportunité de réinventer l'Afrique économique est à portée de main. Et pour le Togo, pays au carrefour des ambitions régionales, il est temps de jouer un rôle moteur dans cette renaissance.

M.T

Image du jour



• Félicitations aux lauréates du hackathon Femme & Entrepreneuriat Vert ! Les initiatives seront incubées pendant 6 mois pour arriver à maturation. Primées par le projet IYBA WE4A, cofinancé par l'Union européenne et l'Allemagne, mis en œuvre par la GIZ au Togo.

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Politique commerciale régionale

A Lomé, l'UEMOA expose les opportunités de la ZLECAF

Lomé a accueilli, le vendredi 22 novembre, une journée d'information et de sensibilisation organisée par le bureau de la représentation de la commission de l'UEMOA au Togo, en collaboration avec le ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale.

• Héléne Martelot

Axée sur le thème « Politique commerciale de l'UEMOA et Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) », cette rencontre a permis de mettre en lumière les enjeux stratégiques de l'intégration économique en Afrique. La rencontre a réuni des agents des douanes, forces de sécurité, opérateurs économiques, membres de la société civile, des représentants des administrations publiques et locales ainsi que les professionnels des médias. L'objectif principal était de sensibiliser ces acteurs sur les textes communautaires de l'UEMOA, relatifs à la mise en œuvre de la ZLECAF, et de renforcer leur compréhension de la politique commerciale régionale. Dans son discours de circonstance, le représentant résident de l'UEMOA au Togo, Alioune Sène, a rappelé que l'union, créée pour favoriser l'intégration régionale, repose sur des piliers fondamentaux tels que la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi que l'établissement d'un Tarif extérieur commun (TEC) et d'une Politique commerciale commune (PCC). Cependant, des défis subsistent. « Bien que l'Union douanière soit en place depuis 2000, étendue à la CEDEAO en 2015, les



échanges intracommunautaires restent faibles, à seulement 13,1% en 2022. Il est crucial d'éliminer les barrières qui entravent la libre circulation et de renforcer les capacités productives pour une meilleure intégration », a-t-il souligné. Le conseiller au bureau de la représentation de l'UEMOA au Togo, Ibrahim Tankari, dans son intervention, a expliqué que cette journée s'inscrit dans une série de rencontres organisées dans chacun des huit pays membres de l'Union. « Nous voulons que les participants soient les relais des informations reçues, afin que les populations comprennent mieux la politique commerciale



de l'UEMOA et les opportunités offertes par la ZLECAF. Il s'agit d'une ouverture sans précédent pour l'Afrique et les Togolais doivent être prêts à en tirer parti », a-t-il déclaré. Pour sa part, le secrétaire général de la préfecture du Golfe, Lébéné Djagbavi, a souligné que la ZLECAF est une initiative ambitieuse visant à créer un marché unique africain pour les biens et services, à stimuler les échanges intra-africains et à promouvoir l'industrialisation. « La ZLECAF constitue une opportunité stratégique pour l'UEMOA. Elle permettra d'éliminer les barrières douanières entre les États membres et le reste du continent, tout

en améliorant la compétitivité de nos économies sur le marché mondial », s'est-il réjoui. A travers cette journée de sensibilisation, l'UEMOA a démontré sa volonté de préparer les acteurs togolais aux changements économiques et aux opportunités qu'offre la ZLECAF en informant, formant et mobilisant l'ensemble des acteurs du public mais aussi du privé.

Un contexte économique favorable à l'intégration

L'UEMOA, à travers ses piliers fondamentaux comme la libre circulation des biens et des services, le Tarif Extérieur Commun (TEC), et la Politique Commerciale Commune (PCC), joue un rôle central dans l'intégration régionale. Cependant, le constat d'un faible volume des échanges intracommunautaires, atteignant seulement 13,1% en 2022, indique que des barrières structurelles persistent, telles que

l'insuffisance des infrastructures commerciales et logistiques ; les obstacles non tarifaires (procédures douanières complexes, corruption, etc.) ; le manque de diversification et de compétitivité des économies nationales. Avec l'avènement de la ZLECAF, une initiative visant à créer un marché unique pour les biens et services en Afrique, le potentiel économique de

l'UEMOA pourrait être amplifié, en connectant ses huit États membres au reste du continent. Le Togo, grâce à des initiatives comme cette journée de sensibilisation, se positionne pour tirer parti de la ZLECAF en mobilisant ses acteurs économiques autour des opportunités offertes. Cependant, les retombées économiques ne pourront être pleinement réalisées qu'à travers des réformes structurelles, des investissements dans les infrastructures, et une meilleure coopération régionale. L'intégration économique africaine, incarnée par l'UEMOA et amplifiée par la ZLECAF, constitue une réponse stratégique aux défis économiques mondiaux. Elle pourrait non seulement stimuler la croissance et réduire la pauvreté, mais aussi offrir aux économies africaines une place plus compétitive sur l'échiquier international.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Forum Ambition Africa 2024 à Paris

L'engagement du Togo pour former les futurs leaders

Lors de la 6^{ème} édition du forum Ambition Africa, Dr. Abdul-Fahd Fofana, Ministre délégué au Développement à la base, inclusion financière, jeunesse et emploi des jeunes, a souligné le rôle du renforcement du capital humain dans la stratégie de développement du Togo. Une intervention marquée par une ambition claire : préparer la jeunesse togolaise aux défis économiques de demain.

● Joël Yanclou

Organisé par Business France, sous le haut patronage du président Emmanuel Macron, Ambition Africa 2024 s'est tenu les 19 et 20 novembre à Paris-Bercy. Un événement phare a réuni 2500 participants, dont 43 pays africains représentés, avec près de 2000 rendez-vous d'affaires et une centaine d'intervenants. Dr. Abdul-Fahd Fofana, représentant le Togo, y a exposé les initiatives ambitieuses mises en place pour la formation des jeunes et l'accompagnement des talents dans un monde en constante évolution. Le ministre a détaillé les programmes innovants pilotés par l'État togolais, tels que le Programme d'Excellence des Femmes Africaines (PEFA) : visant à promouvoir les talents féminins, les Instituts de Formation en Alternance pour le Développement (IFAD) spécialisés dans des secteurs clés comme l'aquaculture, l'élevage, le bâtiment et les énergies renouvelables. Des initiatives répondent à un



double objectif : combler les besoins des entreprises locales en compétences et doter les jeunes Togolais des outils nécessaires pour entreprendre ou s'insérer sur le marché du travail. L'intervention du ministre togolais n'est qu'une vision claire et pragmatique de l'exécutif à investir dans la jeunesse pour garantir un développement inclusif et durable. Cette approche positionne le Togo comme un acteur proactif de la transformation socio-économique en Afrique. En intégrant le secteur privé dans le développement des compétences, le Togo répond aux défis de l'alignement entre l'offre éducative et les besoins économiques. Les partenariats

internationaux, comme ceux encouragés par Ambition Africa, offrent une opportunité précieuse pour échanger des expertises et attirer des investissements dans le secteur de la formation professionnelle. Dans un continent où plus de 60 % de la population a moins de 25 ans, la formation professionnelle et l'employabilité des jeunes représentent des enjeux majeurs. La création de structures comme les IFAD et des programmes tels que le PEFA témoigne de la volonté du Togo de s'attaquer à ces défis de manière innovante. La plateforme Ambition Africa a ainsi permis au Togo de mettre en avant ses avancées et d'initier des discussions avec des partenaires internationaux pour renforcer la coopération franco-togolaise dans ce domaine crucial. Un pari audacieux, mais nécessaire, pour faire du capital humain le principal levier de développement économique.



Agriculture

Le 5ème recensement agricole démarre le 30 novembre

Annoncé il y a quelques mois, le 5ème recensement agricole se précise. Les opérations vont débuter le 30 novembre prochain, a annoncé le ministre en charge de l'agriculture, Antoine Lekpa Gbegeni.

Dans ce sens, la formation des agents recenseurs aura lieu du 27 au 29 novembre dans leurs préfectures respectives. La liste des retenus peut être consultée sur le portail électronique de l'Inseed (Institut national de la statistique et des études économiques et

démographiques). Ce 5ème recensement permettra d'établir un état des lieux du secteur agricole et d'identifier



les défis rencontrés par les agriculteurs afin d'orienter les investissements futurs. La dernière opération du genre, réalisée il y a douze ans, avait révélé la place de l'agriculture dans l'économie nationale.

(Togo Officiel)

Millennium Challenge Corporation

Le Togo confirme son éligibilité au programme Compact

Le Togo vient de valider 16 indicateurs sur 20 pour le programme Compact du Millennium Challenge Corporation (MCC) des États-Unis, améliorant ainsi son score par rapport aux années précédentes, où le pays en avait validé 14. Ce qui confirme l'éligibilité du Togo au programme partenariat Compact du MCC.

● Joël Yanclou

Les nouveaux résultats publiés ont été présentés le 22 novembre 2024 à Lomé, lors d'une rencontre qui a réuni les premiers responsables de la Cellule nationale du Millennium Challenge Account (MCA-Togo) et les points focaux et membres des comités sectoriels impliqués dans la mise en œuvre de ses programmes : Treshold et Compact. Selon les résultats publiés récemment, le Togo a réalisé des avancées dans plusieurs domaines dont, la liberté économique où 7 indicateurs sur 8 sont validés, démontrant l'effort du pays pour assouplir les réglementations et stimuler l'activité économique ; gouverner avec justice avec 5 indicateurs sur 6 validés, un score stable qui reflète des progrès en matière de gouvernance et de transparence ; investissement dans le capital humain avec 4 indicateurs sur 6 validés, preuve que des efforts pour de meilleurs services de santé et d'éducation. Parmi les nouveaux indicateurs validés figurent la protection des ressources naturelles, avec un score de 52 points, le taux d'immunisation, qui atteint 78,5 points. Toutefois, certains défis demeurent, notamment



les droits politiques (15 points contre un seuil minimal de 17) et la politique fiscale, avec un score de -6,6, inférieur à la médiane attendue de -4,4. Les indicateurs relatifs aux dépenses de santé (0,55) et à la santé infantile (54,9) restent également en deçà des seuils requis. Avec 16 indicateurs validés, le Togo renforce sa crédibilité en tant que partenaire fiable pour le MCC. Les résultats traduisent les effets des réformes structurelles et institutionnelles engagées par le pays. Le programme Compact, considéré comme un financement phare des États-Unis, pourrait permettre au Togo de bénéficier de subventions substantielles pour soutenir ses infrastructures et sa croissance économique. Pour maximiser les retombées de ce partenariat, le Togo devra intensifier ses efforts dans les domaines encore faibles. En

améliorant les scores des indicateurs clés, le pays pourra renforcer ses perspectives de développement et son attractivité pour les investisseurs étrangers.

Le MCC, un outil de développement

Créé en 2004 par le Congrès américain, le MCC soutient les pays engagés dans une gouvernance juste, la liberté économique et l'investissement dans leurs citoyens. Ce mécanisme repose sur des partenariats à durée limitée et des subventions destinées à favoriser la croissance économique, réduire la pauvreté et renforcer les institutions. Le Togo fait partie des nombreux pays bénéficiaires de ce mécanisme, aux côtés de 46 autres États ayant déjà bénéficié des interventions du MCC, qui ont touché près de 400 millions de personnes à travers le monde.

Intégration africaine

L'ancien Premier ministre kenyan reçu par le chef de l'État

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a accordé ce jeudi 21 novembre 2024, une audience à l'ancien Premier ministre du Kenya, Raila Odinga.

Au centre des échanges, la situation politique et sécuritaire en Afrique ainsi que les défis de développement économique et social sur le continent. « Nous avons abordé de nombreuses questions importantes concernant notre continent notamment les infrastructures, le commerce intra-africain, les transports, la facilitation des visas, le changement climatique et la culture. Nous pensons aussi qu'il est possible d'offrir des opportunités aux jeunes en particulier

dans des domaines de l'intelligence artificielle et des TIC » a précisé Raila Odinga. L'ancien Premier ministre du Kenya a félicité le Président de la République pour son leadership dans l'opérationnalisation du Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA), un instrument d'intégration économique ainsi que pour son implication dans la consolidation de la paix et le renforcement de la stabilité sur continent. Raila Odinga

a saisi l'occasion pour solliciter l'appui du Togo pour sa candidature à la présidence de la Commission de l'Union africaine (UA), l'un des principaux organes de l'instance continentale.

Avec republiquetogolaise.com



Source : FMI - World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estim. Le Togo en chiffres ; données de commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo		Principaux fournisseurs		Indicateurs du commerce extérieur									
2020		2020		2016	2017	2018	2019	2020					
Principaux clients (% des exportations)		(% des importations)		Commerce extérieur (en % du PIB)									
France	33,9	Chine	29,3	Commerce extérieur	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9				
Italie	13,0	France	8,6	Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-265	-644	-782	-757	n/a				
Bénin	10,0	Inde	7,5	Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	822	-502	-626	526	n/a				
Niger	8,5	Chine	5,6	Importations de biens et services (millions USD)	1,0	-31,4	5,3	1,4	0,8				
Côte d'Ivoire	8,1	Japon	4,3	Exportations de biens et services (millions USD)	6,7	-0,2	2,0	2,1	-0,7				
Inde	7,5	Nigeria	3,6	Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1				
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5										
				Profil commercial									
Principaux clients (% des exportations)		Principaux fournisseurs (% des importations)		Valeurs du commerce extérieur									
2020		2020		2016					2017	2018	2019	2020	
France		Chine		Importations de biens (millions USD)					2.382	1.874	2.116	2.021	2.166
Italie		France		Exportations de biens (millions USD)					1.298	1.016	1.080	1.055	1.088
Bénin		Inde		Importations de services (millions USD)					397	427	464	447	407
Niger		Chine		Exportations de services (millions USD)					530	531	589	576	451
Côte d'Ivoire		Japon		Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles									

Journée de la Tolérance

Construire une République inclusive et solidaire au Togo

Le 16 novembre marque la Journée Internationale pour la Tolérance, instaurée par l'ONU en 1996 pour promouvoir la paix et l'éducation à la tolérance. Cette année, le Togo a célébré cette journée sous le thème : « La tolérance, vertu cardinale du vivre ensemble », avec une campagne ciblant les établissements scolaires et professionnels pour encourager le dialogue et la cohésion sociale. Le gouvernement a rappelé que la tolérance est essentielle pour une République inclusive, où les citoyens jouissent des mêmes opportunités sans discrimination. La Constitution togolaise de 2024 garantit l'égalité des droits et introduit un "protecteur du citoyen" pour veiller au respect des droits et libertés dans une société solidaire.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère des Droits de l'Homme,
de la Formation à la Citoyenneté,
et des Relations avec les Institutions
de la République

Communiqué de presse

Lomé, le 22 novembre 2024

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOLIDAIRE ET ÉGALITAIRE

La communauté internationale célèbre le **16 novembre de chaque année la Journée Internationale pour la Tolérance**. Cette journée a été instaurée par l'ONU en 1996, après la Déclaration de principes sur la tolérance de l'UNESCO en 1995. Elle vise à sensibiliser aux dangers qu'entraîne l'intolérance et à renforcer l'engagement des pays pour la promotion de la Paix et de l'éducation à la tolérance.

Notre pays a placé la célébration de cette édition sous le sceau du dialogue et de la cohésion sociale, à travers le thème retenu : « **La tolérance, vertu cardinale du vivre ensemble** ». La Campagne initiée par le ministère a été lancée le vendredi 15 novembre 2024 à l'Institut national de formation agricole (INFA) de Tové dans la préfecture de Kloto et couvrira cinq établissements scolaires et écoles de formation professionnelle. A travers cette campagne, **nous voulons exhorter l'ensemble de la population togolaise, les acteurs politiques et ceux de la société civile, à faire de la tolérance un modus vivendi.**

Aller à l'encontre de cette attitude de paix en tenant des discours de haine et de stigmatisation, c'est semer la discorde et la division au sein de la communauté nationale, fragilisant ainsi la cohésion sociale.

La tolérance est le socle sur lequel nous devons bâtir une République plus inclusive où chaque citoyen bénéficie des mêmes opportunités sans discrimination et où le mérite et la compétence sont valorisés. **Les délits de patronyme et de faciès sont condamnables.**

L'article 2 de la Constitution du 06 mai 2024 garantit l'égalité de droits et de devoirs à tous les citoyens. Chacun, selon ses aptitudes, peut et doit contribuer au développement de notre pays à tous les niveaux de la hiérarchie sociale.

Cette nouvelle Constitution prévoit un protecteur du citoyen. Son rôle sera de garantir un respect plus accru des droits et des libertés de tout un chacun dans **une V^e République solidaire et égalitaire.**

Investissement dans le futur

La 8ème édition a conclu des accords de 70 milliards USD

Dans le cadre d'une démonstration de collaboration internationale, la huitième édition annuelle de la Conférence sur l'Initiative pour l'investissement dans le futur (FII8), qui s'est tenue à Riyad (Arabie saoudite) et a permis d'atteindre la valeur de 70 milliards de dollars dans le cadre d'accords d'investissement.

Cette réalisation historique marque un moment décisif dans l'histoire de la Conférence des FII et témoigne de la pertinence notable de la réunion sur l'arène internationale, car elle représente plus de la moitié du total de 128 milliards de dollars générés au cours des sept dernières années, combinés. L'Institut FII, l'organisateur de l'initiative, est un «do-réseau» axé sur les données qui catalyse des solutions pour les défis les plus pressants d'aujourd'hui. Les accords, qui s'attaquent à différents secteurs dans une variété de régions géographiques, marquent un triomphe en termes financiers et célèbrent les efforts de collaboration sur les investissements stratégiques mondiaux pour stimuler une croissance économique durable. Le Fonds saoudien d'investissement public (PIF), l'un des plus grands fonds souverains du monde, a signé des accords qui devraient remodeler le paysage d'investissement. Dans un geste important au cours de la FII8, PIF s'est associé à Google Cloud pour établir un centre mondial d'intelligence artificielle (IA), visant à autonomiser les entreprises de la région avec une technologie de pointe. En outre, le FIP a signé une série d'accords avec d'éminentes institutions financières internationales pour renforcer les capacités d'investissement, telles que la gestion des actifs de Brookfield, l'American State Street et les principales institutions financières japonaises Mizuho Financial Group Inc, Sumitomo Mitsui Financial Group, MUFG Bank, Japan



Bank for International Cooperation (JBIC) et Nippon Export and Investment Insurance (NEXI). Parallèlement, le Ministère saoudien de l'investissement (MISA) a annoncé la signature d'accords d'investissement visant à renforcer la collaboration entre les marchés stratégiques. En partenariat avec la société d'investissement saoudien Beta Lab, Telkom Indonesia, et Hong Kong Science and Technology Parks Corporation (HKSTP), le Fonds de croissance Beta Lab de 300 millions de dollars a été lancé lors de la conférence pour accélérer la croissance des start-ups et l'innovation transfrontalière entre la région MENA et l'Asie du Sud-Est. Afin d'introduire de nouvelles solutions d'investissement dans de nombreux secteurs, la MISA a également annoncé un accord entre Saudi Hasana Investment Company et le Fonds pétrolier d'État de la République d'Azerbaïdjan (SOFA), le fonds souverain du pays. En outre, un accord entre la MISA et la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, a été signé pour renforcer la coopération en vue de promouvoir les investissements tant au niveau national qu'international. Ce partenariat à long terme fournira des conseils au secteur

privé et élargira les possibilités d'investissement en vue de renforcer la croissance économique dans la région. Sur le plan financier, les holdings japonais SBI et les entreprises BIM saoudiennes ont annoncé la création d'une coentreprise, BIM Capital, pour stimuler la croissance dans les secteurs de la finance et de l'investissement dans l'ensemble de l'Arabie saoudite et dans l'ensemble du Moyen-Orient. En outre, SBI Holdings a célébré avec le National Technology Group (NTG) le lancement d'un ETF axé sur la Bourse saoudienne (Tadawul), qui a été cotée à la Bourse de Tokyo, introduisant des actions saoudiennes auprès des investisseurs japonais, le premier fonds de ce type. En s'associant à ces efforts pour offrir aux investisseurs étrangers une exposition sur le marché saoudien, le gestionnaire d'actifs américain Franklin Templeton a présenté le FTIF Saudi Arabia Bond Fund et Franklin FTSE Saudi Arabia UCITS ETF, qui offre aux investisseurs mondiaux des opportunités uniques de participer à la croissance économique de l'Arabie saoudite grâce à des investissements diversifiés à revenu fixe et à participation.

Système de paiement

Mastercard rejoint l'arabe Buna

Les entreprises et les consommateurs qui paient à l'entrée et à la sortie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) bénéficieront de paiements transfrontaliers plus rapides, moins coûteux et plus transparents grâce à une collaboration publique-privée inédite entre Mastercard et le système de paiement régional arabe, Buna.

La collaboration verra Mastercard rejoindre les systèmes de paiement transfrontaliers de Buna en tant que participant direct. La collaboration fournira une solution simple, efficace et pratique aux défis actuels qui incluent des coûts élevés, des temps d'attente longs et un manque de transparence lors de l'établissement des fonds



vers et en dehors de la région MENA. Le service de règlement en temps réel de la période en temps réel, avec ses heures d'ouverture prolongées, et la disponibilité 24/7 du système de paiement instantané, offrent un avantage unique pour les participants directs.

gées, et la disponibilité 24/7 du système de paiement instantané, offrent un avantage unique pour les participants directs.

COP29

L'Afrique juge « inacceptables » les 250 milliards \$ par an proposés

Bien qu'elle représente 2 fois et demie l'engagement de 100 milliards \$ par an sur la période 2020-2025 pris par les pays riches, l'enveloppe proposée à la COP29 est très en deçà des attentes des pays en développement qui subissent de plein fouet les effets du dérèglement climatique.

Le groupe des négociateurs africains à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) a qualifié vendredi 22 novembre d'« inacceptable » la proposition fixant à 250 milliards USD par an la contribution des pays développés aux financements climatiques pour les pays en développement d'ici 2035. « L'objectif proposé de mobiliser 250 milliards USD par an d'ici 2035 est totalement inacceptable et inadéquat pour mettre en œuvre l'accord de Paris » a déclaré au nom du groupe le négociateur kényan, Ali Mohamed, ajoutant que « 250 milliards entraîneront des pertes humaines inacceptables en Afrique et dans le monde et mettront en péril l'avenir de notre monde ». De son côté, l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS) a dénoncé un « mépris



» pour leurs « peuples vulnérables ». « Nous en appelons à la conscience morale de ceux qui affirment être nos partenaires pour qu'ils soient de notre côté, nous tendent la main et ne nous abandonnent pas » a souligné ce groupe d'îles du Pacifique, des Caraïbes et d'Afrique. Ainsi, bien que représentant 2 fois et demie l'engagement actuel de 100 milliards USD par an sur la période 2020-2025, la proposition de 250 milliards USD faite par la présidence

de la COP29 au dernier jour des discussions est très en deçà des aspirations des pays en développement, qui ont demandé ces derniers jours aux pays riches de mobiliser entre 600 et 1300 milliards USD par an pour les aider à lutter contre le dérèglement climatique. En l'absence d'un accord sur le montant des financements climatiques à destination des pays en développement, la COP29 est officiellement entrée en prolongations.

Avec Agence Ecofin

Nigeria

4ème année de hausse consécutive pour la production de sésame en 2024

Le Nigeria est le premier producteur ouest-africain de sésame et le troisième à l'échelle du continent après le Soudan et la Tanzanie. Les perspectives de récolte de l'année 2024 confirment la dynamique de croissance soutenue observée dans la filière depuis quelques années.



À Nigeria, la production de sésame devrait s'établir à 613 000 tonnes en 2024. C'est ce que révèlent les dernières estimations effectuées par AFEX Commodities Exchange (AFEX), la première bourse privée de matières premières du pays, dans un rapport publié le jeudi 31 octobre dernier. Le stock annoncé affiche une hausse de 5,7 % par rapport à la récolte de 581 000 tonnes réalisée un an plus tôt. Il signe en outre la 4ème année de hausse consécutive de production pour la filière nigérienne depuis le rebond enregistré en 2021. D'après l'AFEX, la croissance en 2024 est principa-

lement stimulée par l'expansion des surfaces cultivées, avec une augmentation de plus de 4 % des terres consacrées à la culture du sésame du fait de l'amélioration du prix d'achat des graines. «La hausse des prix locaux du sésame, qui ont enregistré une augmentation de 55 % d'une saison à l'autre en raison de la demande internationale croissante, a incité les agriculteurs à allouer davantage de terres à cette culture», indique la bourse privée. Plus largement, la croissance de la production locale devrait contribuer à améliorer le volume exportable et parallèlement les recettes d'exportations de la

filière. D'après le Bureau national des statistiques (NBS), les expéditions nigériennes de sésame ont généré 253,6 milliards de nairas (151,5 millions \$) en 2023. Le Centre du commerce international (ITC) estime en outre que le pays le plus peuplé d'Afrique dispose d'un potentiel qui pourrait lui permettre d'exporter pour plus de 570 millions \$ de graines de sésame sur le marché international. Au Nigeria, la culture est principalement réalisée dans la région du Centre-Nord, couvrant les États de Benue, Nasarawa, Kogi ou encore le Territoire de la capitale fédérale (FCT).

Avec Agence Ecofin

vendredi 22 novembre 2024

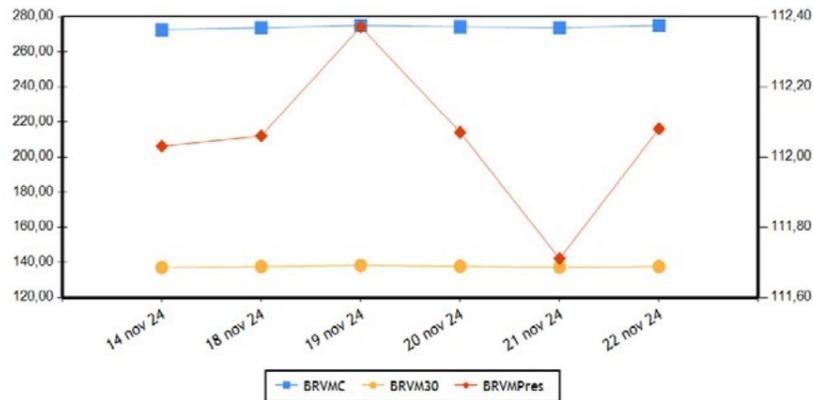
N° 223

BRVM COMPOSITE	274,87
Variation Jour	0,45 % ↑
Variation annuelle	28,35 % ↑

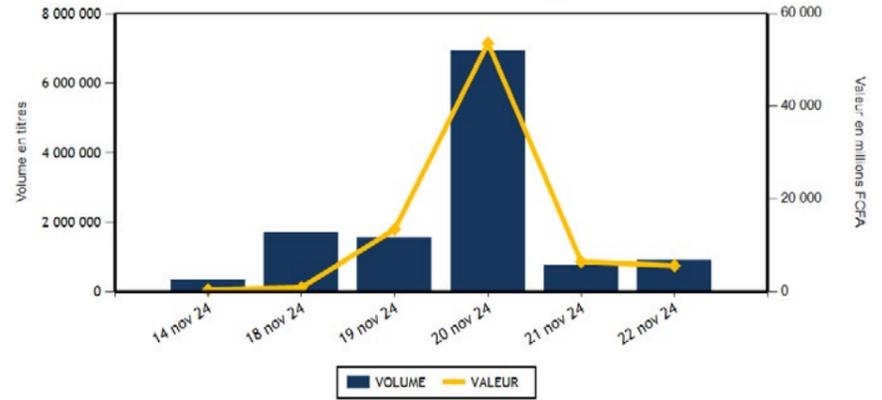
BRVM 30	137,50
Variation Jour	0,27 % ↑
Variation annuelle	27,49 % ↑

BRVM PRESTIGE	112,08
Variation Jour	0,33 % ↑
Variation annuelle	10,46 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 105 494 836 597	0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	116 006	-32,02 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	378 285 748	-43,99 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	111,11 %
Nombre de titres en baisse	13	-38,10 %
Nombre de titres inchangés	11	-15,38 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	14 960	7,47 %	71,95 %
BERNABE CI (BNBC)	1 120	7,18 %	12,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 980	4,21 %	48,87 %
SETAO CI (STAC)	540	3,85 %	-40,00 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 300	2,68 %	-8,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	112,08	0,33 %	10,46 %	16 640	154 811 860	8,70
BRVM-PRINCIPAL	36	138,94	0,46 %	33,65 %	96 188	212 437 698	13,45

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	125,89	2,33 %	24,61 %	8 802	32 720 265	18,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	757,72	0,49 %	42,57 %	6 806	111 372 920	10,25
BRVM - FINANCES	15	99,97	0,03 %	15,68 %	78 591	171 034 238	6,38
BRVM - TRANSPORT	2	323,80	-2,86 %	-2,16 %	2 216	2 959 990	4,19
BRVM - AGRICULTURE	5	192,80	0,06 %	19,34 %	11 058	42 193 125	13,91
BRVM - DISTRIBUTION	7	341,52	0,46 %	4,06 %	5 208	6 891 480	43,09
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	666,30	3,85 %	-40,00 %	147	77 540	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,17
Taux de rendement moyen du marché	8,79
Taux de rentabilité moyen du marché	10,85
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	472 497,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 555 195 712,45

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	46,15
Ratio moyen de satisfaction	41,08
Ratio moyen de tendance	89,02
Ratio moyen de couverture	112,34
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,21
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



COP29

« Un pas important » selon Biden,
« pas à la hauteur » pour la France

La conférence des Nations Unies sur le climat s'est conclue dans la nuit en laissant « une montagne de travail à accomplir », selon le chef de l'ONU Climat, Simon Stiell. La plupart des acteurs soulignent l'échec, certains se veulent un peu plus optimistes.

Trois cents milliards de dollars par an, versés à partir de 2035 par les pays développés aux pays pauvres menacés par le changement climatique: l'accord finalement conclu dimanche à la COP29 de Bakou suscite multiples déceptions, quelques acteurs tentant néanmoins de voir le verre à moitié plein. Parlant au nom du groupe africain, le Kényan Ali Mohamed dénonce un financement « trop faible, trop tardif et trop ambigu », alors que son homologue du Malawi, Evans Njewa, représentant les 45 pays les plus pauvres de la planète, a dénoncé un accord « pas ambitieux ». « Le montant proposé est lamentablement faible. C'est dérisoire », estime pour sa part la déléguée indienne Chandni Raina. Les petits Etats insulaires ont déploré « le manque de volonté de répondre aux besoins des pays en développement vulnérables », par la voix du Samoan Cedric Schuster.

De 100 à 300 milliards

Les pays pauvres demandaient en effet plus du double pour s'adapter aux inonda-



tions, aux canicules et aux sécheresses, mais aussi pour investir dans les énergies bas carbone. Les pays européens, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande, historiquement responsables du changement climatique, ont accepté d'augmenter de 100 milliards aujourd'hui à « au moins 300 milliards de dollars » annuels d'ici 2035 leurs prêts et dons aux pays en développement. Mais en période de resserrement budgétaire et de secousses politiques, ils ont refusé d'aller au-delà de ce montant. Un résultat jugé aussi « décevant » et « pas à la hauteur des enjeux » par la ministre française de la Transition écologique Agnès Pannier-Runacher, qui a regretté « une absence de leadership de la présidence » azərbayjanaise. Le commissaire européen chargé des négociations sur le climat, Wopke Hoekstra, a regretté aussi un manque d'ambition sur le vo-

let de la baisse des gaz à effet de serre dans tous les pays.

Une « expérience douloureuse »

La présidence de la conférence de l'Onu sur le climat par l'Azerbaïdjan, qui s'était battue pour en décrocher l'organisation, est sévèrement jugée. L'atmosphère a été alourdie par les déclarations de son président contre la France, les arrestations de militants environnementaux et le harcèlement de parlementaires américains à Bakou. L'Allemagne lui a reproché sa proximité avec des pays pétroliers, et les délégués de dizaines de pays en développement ont claqué la porte d'une réunion samedi, estimant n'avoir pas été pleinement consultés. Bakou fut une « expérience douloureuse », résume Marina Silva, la ministre de l'Environnement du Brésil, qui accueillera la prochaine COP dans un an.

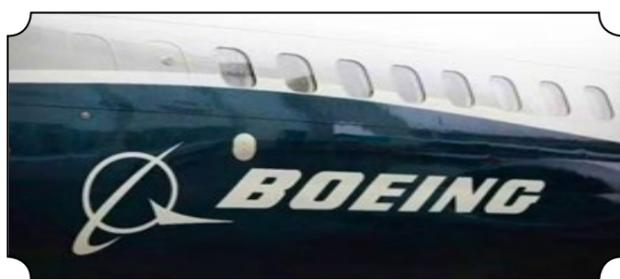
Avec latribune.fr

Le boss de Boeing

« Ne restez pas plantés à la fontaine à eau pour ragoter »

Nouveau patron du géant de l'aviation, Kelly Ortberg a exhorté ses employés à prendre leurs responsabilités

Le nouveau patron de Boeing a déclaré à ses employés que le géant américain de l'aéronautique faisait face à de graves problèmes dans sa culture d'entreprise et ne pouvait pas se permettre de nouvelles erreurs, a rapporté mercredi le Wall Street Journal. Le groupe, en proie à des problèmes de qualité de sa production et qui vient de vivre une grève de plus de 50 jours ayant paralysé deux usines cruciales, a annoncé mardi avoir envoyé ses premières notifications de licenciement dans le cadre du plan de réduction de 10% de ses effectifs mondiaux. Kelly Ortberg, devenu le patron de Boeing en août, a exhorté mercredi ses employés à prendre leurs responsabilités lorsqu'ils constatent un problème, lors d'une réunion de plusieurs heures, rapporte le quotidien new-yorkais. « Ne restez pas plantés à la



fontaine à eau pour ragoter », a-t-il déclaré, selon un enregistrement consulté par le « WSJ ». « On passe plus de temps à se disputer entre nous qu'à réfléchir à comment on va battre Airbus », a-t-il regretté. « Boeing a été confronté à des hauts et des bas à de nombreuses reprises », a ajouté Kelly Ortberg. « Nous sommes à un point bas. »

Discussion avec Trump

Kelly Ortberg a également évoqué une conversation avec le président élu Donald

Trump au cours de laquelle les deux hommes ont parlé de l'augmentation des droits de douane voulue par le républicain. Le patron de Boeing a souligné aux employés du groupe qu'une guerre commerciale avec la Chine pèserait sur le constructeur, selon le Wall Street Journal. Le géant de l'aéronautique, qui a récemment publié sa pire perte trimestrielle en quatre ans, a lancé début novembre une augmentation de capital géante d'au moins 21 milliards de dollars pour renforcer sa trésorerie face aux difficultés rencontrées.

(afp)

Royaume-Uni

La facture salée du couronnement de Charles III passe mal

Les chiffres officiels de cette cérémonie somptueuse ont été publiés jeudi soir. Une facture salée pour les contribuables britanniques.

Le couronnement du roi Charles III, l'an dernier, a coûté aux contribuables britanniques 72 millions de livres (plus de 80 millions de francs), selon des chiffres officiels publiés jeudi soir. Des critiques se sont élevées pour dénoncer des dépenses trop importantes et déconnectées des réalités des contribuables, à qui de rudes efforts ont été demandés, ces dernières années. Selon les chiffres, le ministère de la Culture, des Médias et des Sports (DCMS) a dépensé 50,3 millions de livres, tandis que les coûts de la sécurisation du couronnement par le ministère de l'Intérieur ont atteint 21,7 millions. Charles avait été officiellement couronné roi à l'abbaye de Westminster en mai 2023 lors d'une cérémonie à laquelle assistaient des dignitaires du monde entier. Un concert somptueux avait été organisé le lendemain soir au château de Windsor.

« Excessif et injuste »

La révélation de la facture globale, pour laquelle certaines estimations dépassaient les 100 millions de livres, devrait entraîner de



nouvelles condamnations des anti-monarchistes au Royaume-Uni. Ces derniers ont accentué leurs critiques envers la famille royale et les sommes qu'elle perçoit – qu'ils jugent excessives et injustes – en ces temps de disette budgétaire. Le pays est pris dans une crise post-pandémie, avec une inflation la plus élevée depuis des décennies pendant la majeure partie de l'année dernière, tandis que l'absence de croissance économique a provoqué une baisse du niveau de vie. Les sceptiques notent également que le monarque britannique, qui perçoit plus d'argent public que ses homologues européens, est un multimillionnaire capable de payer la plupart des factures de l'institution.

Appels à plus de

transparence

Selon un sondage YouGov réalisé avant le couronnement, plus de la moitié des Britanniques jugeaient que le gouvernement ne devait pas financer la cérémonie. La famille royale a fait l'objet récemment d'appels à plus de transparence et à réformer leurs propriétés, après qu'une enquête a montré qu'elle a profité d'établissements publics tout en bénéficiant d'importantes exonérations fiscales. Dans son rapport annuel, le DCMS a évoqué un couronnement « apprécié par des millions de personnes, au Royaume-Uni et à travers le monde », un « moment n'arrivant qu'une fois par génération », qui a « offert une opportunité unique de célébrer et renforcer notre identité nationale ».

(afp)

Espagne

Les inondations pourraient coûter 0,2 point de croissance

L'impact économique des inondations meurtrières du 29 octobre en Espagne pourrait amputer jusqu'à 0,2 point de croissance du PIB du pays au 4e trimestre, selon le gouverneur de la banque d'Espagne. Si cette prévision se confirmait, elle freinerait la bonne dynamique de l'économie espagnole.

En plus d'un bilan humain très lourd – au moins 227 morts selon les derniers chiffres – les inondations du 29 octobre dernier en Espagne pourraient avoir un fort impact économique. Il a été estimé par la banque d'Espagne « proche de -0,2 point sur le taux de croissance trimestriel du quatrième trimestre » du produit intérieur brut (PIB) du pays, a indiqué le gouverneur de l'institution ce mercredi, lors d'une réunion avec des journalistes à Madrid. À cela pourrait s'ajouter un impact de « +0,15 point » sur l'inflation. José Luis Escrivá a précisé que ces estimations ont été fondées sur ce qui s'était passé aux États-Unis lors du passage de l'ouragan Katrina en 2005. « Le profil » de la catastrophe espagnole est très similaire à

celui du cyclone tropical qui avait dévasté l'État américain de la Nouvelle-Orléans, a-t-il expliqué. « À partir de là », l'institution a utilisé « des techniques économétriques » qui ont donné ces prévisions. Le gouverneur a toutefois précisé que les inondations n'ont pas atteint les « niveaux » de l'ouragan. Ce dernier avait causé la mort de 1.800 personnes et s'affiche toujours aujourd'hui comme le plus grave jamais subi outre-Atlantique. Son coût s'était établi à 160 milliards de dollars (environ 151 milliards d'euros). Celui des inondations espagnoles n'a pas encore été chiffré, en raison de l'ampleur des dégâts, mais il s'annonce astronomique, bien que forcément moindre comparé à Katrina. À titre de comparaison, le coût des inondations de juil-

let 2021 en Europe de l'ouest (Allemagne, Belgique, France, Autriche, Pays-Bas), qui avaient fait plus de 200 morts, avait atteint près de 43 milliards de dollars (40 milliards d'euros), selon le réassureur Swiss Re.

Coup de frein potentiel sur l'économie espagnole

Pour rappel, les inondations en Espagne ont dévasté près de 80 municipalités près de Valence, située au centre de la côte Est du pays, au bord de la Méditerranée. Les villes touchées par les inondations représentent « environ 2% de l'économie » espagnole, a souligné José Luis Escrivá. Cette région du pays est dotée d'une importante activité industrielle.

(Avec AFP)

Lutte contre la faim dans le monde

Le PAM a besoin de 17 milliards USD pour répondre à la crise en 2025

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé un appel de fonds de 16,9 milliards de dollars vendredi, pour faire face à l'aggravation de la crise de la faim dans le monde en 2025, un montant qui correspond à peu près à ce que le monde dépense en café en deux semaines. Cet appel fait suite à la publication du rapport de prévisions globales 2025 [Global Outlook 2025] de l'agence, qui évalue les besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire.

Le document phare du PAM, publié ce vendredi, montre que 343 millions de personnes dans 74 pays sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Il s'agit d'une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière et juste un peu moins que le record atteint pendant la pandémie de Covid-19. Une série de crises mondiales provoquées par l'escalade et le chevauchement des conflits, les extrêmes climatiques et les chocs économiques ont porté la faim à des niveaux records, générant une demande incessante d'aide humanitaire.

Selon le PAM, les 16,9 milliards de dollars demandés lui permettraient d'atteindre 123 millions de personnes parmi les plus affamées dans le monde.

Situation désastreuse à Gaza

« Les besoins humani-



● © UNRWA/Ashraf Amra. Des habitants de Gaza font la queue pour acheter du pain dans une boulangerie de Khan Younis.

taires mondiaux augmentent, alimentés par des conflits dévastateurs, des catastrophes climatiques plus fréquentes et des bouleversements économiques de grande ampleur. Pourtant, le financement ne parvient pas à suivre », a déclaré la Directrice exécutive du PAM, Cindy McCain. « Au PAM, nous sommes déterminés à parvenir à un monde sans faim ». Selon le rapport, environ 1,9 million de personnes sont au bord de la famine. La situation à Gaza reste désastreuse : 91 % de

la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë, dont 16 % dans des conditions catastrophiques. Le PAM a besoin de 4,9 milliards de dollars pour ses opérations au Moyen-Orient. Comme à Gaza, le nombre de personnes confrontées à une faim catastrophique a atteint des niveaux alarmants, en particulier au Soudan, ainsi que dans certaines régions du Soudan du Sud, d'Haïti et du Mali.

L'Afrique subsaharienne représente

50% des besoins de financement

D'autant que le déclenchement des hostilités au Liban a aggravé la situation déjà désastreuse dans la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Europe de l'Est, où les conflits provoquent également l'insécurité alimentaire à Gaza, en Syrie, en Ukraine et au Yémen où plus de 17 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Avec plus de 170 millions de personnes en situation d'insécurité aiguë, l'Afrique subsaharienne représente 50 % des besoins de financement du PAM prévus pour 2025. Le conflit au Soudan - où la famine a été confirmée dans une localité au mois d'août - provoque des déplacements massifs de population qui se répercutent sur les pays voisins. Le conflit plonge également des millions de personnes dans la famine en République

démocratique du Congo et au Sahel, tandis que les phénomènes climatiques extrêmes exacerbés par le phénomène El Niño aggravent l'insécurité alimentaire dans toute la région de l'Afrique australe. Le PAM a besoin de 8,4 milliards de dollars pour soutenir ses opérations en Afrique subsaharienne.

L'équivalent de deux semaines de consommation de café

En Asie et dans le Pacifique, où 88 millions de personnes luttent contre les effets dévastateurs de la faim aiguë, le PAM aura besoin de 2,5 milliards de dollars pour répondre aux crises. En Amérique latine et dans les Caraïbes, plus de 40 mil-

lions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 14,2 millions sont prioritaires pour l'aide du PAM. Ce nouvel appel de fonds intervient alors que le manque de financement en 2024 a contraint le PAM à réduire ses activités, laissant souvent de côté certains des plus vulnérables. « Nous avons besoin de toute urgence du soutien financier et diplomatique de la communauté internationale : pour inverser la vague croissante des besoins mondiaux et aider les communautés vulnérables à construire une résilience à long terme contre l'insécurité alimentaire », a ajouté Mme McCain.



HOROSCOPE finance

Bélier La Lune en cet aspect vous incitera à vous lancer dans des spéculations audacieuses non dénuées d'intérêt et de rendement. Elle vous protégera et vous permettra de vivre sans trop de préoccupations matérielles

Taureau Dans le domaine matériel, un peu trop d'insouciance et de laisser-aller pourrait vous coûter cher. Vous aurez au contraire tout intérêt à vous montrer fort attentif et à tout faire pour protéger vos intérêts financiers. Sans quoi, un événement malencontreux risque de s'abattre sur vous

Gémeaux Nette amélioration de l'état de vos finances. Ce ne sera pas très difficile, d'ailleurs, tant vous avez eu de soucis pécuniaires ! Progressivement, vous aurez la possibilité d'éponger les dettes que vous avez sans doute contractées, et vous aurez même l'occasion d'effectuer des transactions très profitables.

Cancer Pluton sera bien aspecté aujourd'hui. Ce sera une journée de chance exceptionnelle, d'optimisme et de bonheur, qui doit se traduire par des succès et des rentrées d'argent. Vous aurez peut-être même l'impression que c'est trop beau pour être vrai.

Lion Des démarcheurs à domicile essaieront de profiter de votre faiblesse psychologique momentanée pour vous faire signer un engagement d'achat catastrophique. Sachez que vous disposez légalement de 7 jours pour dénoncer le contrat.

Vierge Vous aurez envie de courir deux lièvres à la fois, partagé entre le désir d'accroître votre patrimoine et celui de le dilapider en menant une grande vie pour éblouir l'élue de votre cœur. Attention ! Prêtez une oreille attentive à la voix de la raison afin de ne pas vous retrouver bientôt sur la paille.

Balance Bonne chance financière grâce aux influx de Saturne. Vous aurez la possibilité de réaliser d'excellentes transactions. Vous pourrez aussi consolider votre situation matérielle en envisageant des placements sûrs.

Scorpion Aujourd'hui plus que jamais, abstenez-vous de faire des affaires avec des inconnus. Essayez plutôt de réaliser un projet dont vous parlez en famille depuis longtemps.

Sagittaire Vous pourriez bien être cet heureux gagnant du Loto national ou de quelque autre jeu. Si ce n'est pas le cas, vous ferez tout de même un petit bénéfice quelconque, car la chance sera de votre côté ce jour. Mais elle ne sera vraiment efficace que si vous y croyez fermement. "La chance est un oiseau qui attend la venue de l'oiseleur" (Ausone) ; savez-vous cela ? Consultez votre nombre de chance du jour.

Capricorne Attention : Uranus risque de vous rendre très dépensier ou de vous entraîner dans des investissements aventureux. Evitez de céder à ces tentations, sous peine de voir la chance se retourner contre vous.

Verseau Des gains inattendus pourront vous arriver à point nommé aujourd'hui pour vous permettre de réaliser certaines choses dont vous rêviez depuis longtemps, que ce soit pour améliorer vos affaires ou pour vous offrir un voyage d'agrément. Attention à ne pas dépenser votre argent sans compter rien que pour satisfaire vos caprices passagers.

Poisson Ne vendez pas vos meubles pour jouer aux jeux de hasard ! L'argent vite gagné est un véritable leurre. S'il est vrai que quelqu'un doit gagner gros, ce ne sera certainement pas vous, surtout en cette journée où les aspects planétaires vous confisqueront toute chance pure. Mais vous pourrez gagner quelque chose si votre mise est modeste ; consultez votre nombre de chance du jour.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292

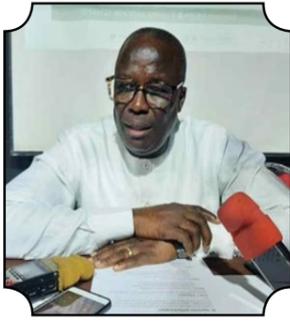
Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

Golfe 1

Renforcement des capacités des agents pour une nouvelle dynamique communale

La commune du Golfe 1, sous le leadership de son maire, Joseph Koamy Gbloekpo Gomado, amorce une nouvelle ère de sa gouvernance locale avec pour ambition de mieux répondre aux besoins de sa population. Dans cette perspective, un séminaire de renforcement des capacités a eu lieu, samedi 23 novembre 2024 à Bè Apédomé, localité située en plein cœur de la ville de Lomé.

Placée sous le thème : « Renforcement de la gouvernance du territoire », cette rencontre a rassemblé cent trente (130) agents municipaux, mobilisés pour acquérir des outils pratiques et des savoir-faire essentiels à une gestion territoriale efficace et innovante. Au cours de cet atelier, plusieurs thèmes qualifiés de « cruciaux » ont été abordés, à l'instar de la question de la mobilisation des ressources locales en faveur de la commune, le concept de marketing territorial pour accroître l'attractivité de la commune ; la gestion optimale des déchets en lien avec les défis environnementaux majeurs. L'objectif principal de la rencontre est le renforcement des compétences du personnel municipal afin de garantir une meilleure prestation des services publics et une réponse adéquate aux attentes des citoyens. « Le personnel municipal est le levier opérationnel du Conseil municipal. Sans une équipe compétente et bien formée,



même les ressources financières les plus importantes ne suffiront pas à assurer une gestion efficace. Chaque agent apporte une expertise qui, mise en commun, fait avancer notre commune. La gouvernance ne repose pas seulement sur l'exécutif ou les conseillers municipaux : c'est une œuvre collective », a laissé entendre le maire de la commune Golfe-1, Joseph Koamy Gbloekpo Gomado. Le séminaire, marqué par des présentations d'experts locaux et externes, a permis un dialogue constructif entre les participants et les formateurs. Le maire a lui-même animé une thématique placée sur le thème : « La dynamique de groupe » au

cours de laquelle l'homme a souligné l'importance de la collaboration et de l'esprit d'équipe pour l'atteinte des objectifs communs. Pour Mme Sonia Adabla, participante à la rencontre, cette initiative a été un moment clé pour renforcer la cohésion entre les agents municipaux. « Nous avons appris que chaque agent, indépendamment de son rôle, peut contribuer au développement de la commune. Cette rencontre nous a également permis d'identifier nos points faibles et de réfléchir à des solutions innovantes », a-t-elle laissé entendre. La commune du Golfe 1, qui s'étend sur une superficie de 65 km², abrite une population estimée à 351 550 habitants, composée majoritairement de jeunes et de femmes. Représentée par le canton de Bè et ses 34 quartiers, cette collectivité locale fait face à des enjeux variés, allant de la gestion urbaine à la mise en place de projets structurants pour le bien-être de ses résidents.

(©AfreePress)

Benfica – PSG

Le cas Renato Sanches continue de frustrer

Parti en prêt du Paris Saint-Germain cet été pour rejoindre son club formateur Benfica, Renato Sanches est loin de répondre aux attentes où les blessures continuent de le handicaper.

Renato Sanches et les blessures, une histoire d'amour dont le milieu de terrain portugais aimerait bien mettre fin. Depuis le début de sa carrière, le joueur de 27 ans a connu 29 blessures et 745 jours d'indisponibilité soit environ deux ans. Des chiffres qui témoignent de la grande fragilité du droitier vainqueur de l'Euro 2016. Arrivé au Paris Saint-Germain à l'été 2022 où il n'a disputé que 27 matches (2 buts), il n'est clairement pas



des mots de son ancien coach Roger Schmidt début août : « nous connaissons sa situation. Mais s'il était toujours disponible et au plus haut niveau, peut-être que son retour ne serait pas possible. Nous faisons confiance au service médical, aux préparateurs physiques et à la motivation de Renato. [...] Je crois fermement qu'il deviendra un joueur très important pour nous. » Renato Sanches allait être blessé le lendemain de ces propos.

des mots de son ancien coach Roger Schmidt début août : « nous connaissons sa situation. Mais s'il était toujours disponible et au plus haut niveau, peut-être que son retour ne serait pas possible. Nous faisons confiance au service médical, aux préparateurs physiques et à la motivation de Renato. [...] Je crois fermement qu'il deviendra un joueur très important pour nous. » Renato Sanches allait être blessé le lendemain de ces propos.

Avec footmercato.net

Togo

Le PROFIT pour la promotion des filières horticoles

Au Togo, le Projet de Promotion des Filières Horticoles au Togo (PROFIT) officiellement lancé cette semaine dans la localité de Kpalimé, entend promouvoir l'agriculture togolaise.

● Joël Yanclou

Financé à hauteur de 29,8 millions de dollars (environ 17,57 milliards FCFA), le profit devrait appuyer les capacités des producteurs locaux et à dynamiser les filières du gombo, du piment et du manioc. Le projet PROFIT, soutenu par Lutheran World Relief, l'Ambassade des États-Unis au Togo et le ministère de l'Agriculture, s'étendra sur cinq ans et ciblera trois régions stratégiques : les Savanes, Kara et Plateaux. Il a pour objectifs principaux d'accroître la productivité agricole en introduisant des pratiques modernes et durables ; améliorer la gestion post-récolte pour réduire les pertes et augmenter la qualité des produits ; renforcer les chaînes de valeur en établissant des partenariats solides entre producteurs, transformateurs et commerçants ; faciliter l'accès au marché pour les produits agricoles locaux, régionaux et internationaux. Le projet touchera environ 25 000 producteurs, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes, pour favoriser une agriculture inclusive et durable. Lors de la cérémonie de lancement, le ministre de l'Agriculture, Antoine Lekpa Gbegbeni, a souligné que « PROFIT représente une avancée



significative pour le secteur agricole togolais et s'inscrit dans la vision de transformation agricole du pays ». En mettant l'accent sur des filières comme le gombo, le manioc et le piment, PROFIT répond à deux enjeux majeurs : l'amélioration de la sécurité alimentaire et la création de débouchés économiques. Ces produits, largement consommés et exportés, jouent un rôle central dans la croissance agricole du pays. Les investissements prévus dans la modernisation des pratiques agricoles, la réduction des pertes post-récolte et l'amélioration des infrastructures de transformation devraient générer des impacts économiques et sociaux significatifs. En outre, l'implication active des femmes et des jeunes contribue à renforcer la résilience des communautés rurales face aux défis climatiques et économiques. Le lancement de PROFIT s'inscrit dans la stratégie nationale de modernisation agricole

du Togo, qui vise à faire de l'agriculture un moteur de croissance économique et de développement inclusif. L'initiative s'aligne également sur le programme Food for Progress du Département américain de l'Agriculture (USDA-FAS), qui soutient les projets de développement agricole dans les pays en voie de développement. Quelques mois auparavant, une première étape du projet avait été lancée à Atakpamé, dans la région des Plateaux-Est, témoignant d'une volonté d'étendre l'impact de PROFIT à l'échelle nationale. Avec ce programme, le Togo réaffirme son ambition de développer des filières agricoles compétitives, capables de répondre aux besoins des marchés locaux tout en s'intégrant aux chaînes de valeur internationales. Le projet PROFIT, avec son financement et sa portée, représente une nouvelle dynamique pour le secteur agricole togolais.

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	États-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7
Sources : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et crâtes phosphatées	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,2
Cannes hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparateurs pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) —	4,3	Polyères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car	4,2	Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	4,1	Bulles de pétrole ou de minéraux minéraux —	3,2
Coton, non cardé ni peigné	4,1	Huile de palme et ses fractions, même raffinées	3,2
Bulles de pétrole ou de minéraux minéraux —	4,1	Riz	2,7
Porcelaine, faïence, soufre, etc.	3,3	Véhicules automobiles pour le transport	2,5

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



BB LIGNE S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bbline.com



*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀